



L'avenir est au socialisme

Chapitre 1. L'avenir est au socialisme

Table des matières

1. L'offensive de la droite	16
2. Nouveaux développements	18
2.1. L'aigle blessé (l'économie nord-américaine)	18
2.2. L'Union européenne : du plomb dans l'aile	19
2.3. Le géant nord-américain s'embourbe au Moyen-Orient	21
2.4. De nouvelles économies s'affirment dans le Sud	23
2.5. Un vent nouveau souffle sur l'Amérique latine	26
3. Le socialisme : une réponse globale	28
3.1. Socio-économique : exploitation et appauvrissement croissants	29
a. En Europe et en Belgique	29
b. Dans le monde	31
3.2. Démocratie : démantèlement des acquis démocratiques	31
3.3. Écologie : destruction du cadre de vie des générations futures	34
3.4. Le socialisme est devenu une nécessité	36
4. Le PTB aujourd'hui : ferme sur les principes et souple en même temps	38

Nous sommes des optimistes. Ce n'est pas que le monde s'améliore et qu'il y fait bon vivre. Contrairement aux générations précédentes, beaucoup de parents craignent que leurs enfants vivront moins bien qu'eux.

Avoir un emploi n'est pas une garantie de sécurité. Un emploi à vie n'existe plus. On va vers un marché de l'emploi fait d'intérim, d'emplois très flexibles, de courte durée et sous-payés. Même des études supérieures n'offrent plus l'assurance d'un emploi stable. Les générations à venir devront travailler plus longtemps pour une pension de misère.

L'insécurité gagne d'autres aspects de la vie. On voit se développer des soins de santé à deux vitesses. Seul celui qui contracte une coûteuse assurance privée sera peut-être soigné convenablement. Trouver un logement décent devient très difficile, à moins de s'engager à rembourser des prêts sur trente à quarante ans. L'énergie et l'eau deviennent des produits de luxe.

L'insécurité ne se limite pas à notre pays. Les problèmes planétaires s'accumulent. Le climat se réchauffe plus vite, sans mesures adéquates pour l'enrayer. Il y a de plus en plus d'endroits où des guerres risquent d'éclater. Et nos gouvernements envoient de plus en plus souvent des troupes à travers le monde, augmentant encore le risque de guerre.

Le monde qu'on nous offre est moins sûr, moins pacifique, moins démocratique et moins sain.

Nous sommes des optimistes car nous estimons qu'un autre monde, un monde socialiste, n'est pas seulement nécessaire, mais deviendra même possible au cours de ce 21^e siècle.

1. L'offensive de la droite

Depuis les années 70, les forces de droite sont globalement à l'offensive. Cela caractérise le monde dans lequel nous vivons. Cette offensive de la droite est basée sur deux événements cruciaux de la deuxième moitié du 20^e siècle.

1. Au début des années 70, le capitalisme mondial s'enfonce dans *une crise structurelle*. La crise est caractérisée par une surcapacité de production (les entreprises sont capables de produire beaucoup plus que ce qu'elles peuvent vendre) et un taux de chômage élevé. Cette crise n'est pas passagère, elle est propre au système et continue à déterminer le contexte économique¹.

On doit à Karl Marx d'avoir montré l'origine des crises. Elles trouvent leur origine dans le caractère anarchique du système capitaliste de production. Chaque chef d'entreprise individuel investit son argent dans un secteur d'activité déterminé et produit le plus possible, sans planification au niveau de la société tout entière. Il cherche à produire toujours mieux, toujours plus², à un prix toujours plus bas³, pour arracher à ses concurrents la part de marché la plus grande possible. Chaque chef d'entreprise agit ainsi, sans tenir compte de ce que font ses concurrents. Il ne pourrait d'ailleurs pas en tenir compte. L'économie n'est pas dirigée vers les besoins des gens, mais vers les plus grands bénéfices possibles pour les capitalistes. La production pour le marché libre se fait donc dans le désordre et l'anarchie.

À un certain moment, l'équilibre entre les différents secteurs de la production est rompu. Le pouvoir d'achat de la population travailleuse ne suit pas. Les marchés disponibles sont épuisés. Certains produits ne trouvent plus de débouchés suffisants. C'est la

crise de surproduction⁴, avec son lot de faillites, de fermetures, de chômage et la chute libre du pouvoir d'achat de la population.

À la base de cette anarchie se trouve une contradiction fondamentale. D'une part, la production est de plus en plus socialisée : les produits qui sortent de l'usine sont le résultat du travail collectif de milliers d'ouvriers. Mais d'autre part, les moyens de production⁵ et les marchandises produites restent dans les mains d'un petit groupe de gros propriétaires, de grands actionnaires et de rentiers.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le capitalisme a connu une période de stabilisation durant les années 50, et même d'expansion durant les années 60 (les *golden sixties*). Durant ces années, les travailleurs luttent de plus en plus souvent pour étendre leurs droits (par exemple pour un treizième mois) ou pour augmenter leurs salaires (revendiquant des augmentations de 3, de 5, de 10 %).

La crise des années 70 change la situation. Le monde patronal lance une offensive contre les principaux acquis de la classe ouvrière. Pour assurer la croissance continue des profits, il leur faut démanteler les salaires, les conditions de travail, la sécurité sociale, les services publics.

Les travailleurs et leurs syndicats réagissent aujourd'hui principalement par des mouvements de lutte pour le maintien du plus possible de leurs acquis sociaux, économiques, syndicaux, politiques.

2. Le socialisme en Union soviétique et en Europe de l'Est a toujours été pris entre deux feux. De l'intérieur, par des forces qui rêvaient de restaurer le capitalisme. De l'extérieur, par les grandes puissances occidentales qui rêvaient de la reconquête de marchés à l'est.

Finalement, ces campagnes anticomunistes ont culminé en 1989 avec *la chute du Mur de Berlin*⁶.

Au niveau mondial, le rapport de forces a basculé en faveur des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon. Les grandes puissances se sont senties enfin débarrassées de la seule force qui faisait contrepoids à leur domination mondiale.

Depuis, les patrons s'attaquent avec une arrogance accrue aux acquis de la population travailleuse. En même temps, les États-Unis et leurs alliés se lancent dans une tentative de recolonisation des pays du Sud.

Ces facteurs aussi poussent aujourd'hui les forces de progrès sur la défensive.

Le 7^e Congrès du Parti du Travail de Belgique a analysé ces développements dans les « Thèses sur l'Europe » et les « Thèses sur la mondialisation ». Au 8^e Congrès, nous voulons mettre en lumière les derniers développements. Cela permet de nuancer certaines thèses et d'en améliorer d'autres.

Le rapport de forces global reste à l'avantage des forces de droite. Mais elles sont confrontées à diverses crises et à la résistance des peuples qui s'affirme de manière inégale dans le monde. Particulièrement au sud, des forces économiques et politiques se lèvent qui entravent la domination absolue des États-Unis et de leurs alliés.

Ces dernières années révèlent aussi plus clairement les failles inhérentes au système capitaliste de production.

2. Nouveaux développements

2.1. L'aigle blessé (l'économie nord-américaine)

L'économie nord-américaine est de plus en plus dépendante des produits fabriqués à l'étranger, et particulièrement dans le Sud.

Il en était tout autrement il y a un quart de siècle. En 1973, quasiment tout était produit aux États-Unis mêmes. Aujourd’hui, l’industrie américaine ne produit plus que la moitié des besoins du pays, tandis que les importations de pays en voie de développement assurent plus d’un quart des besoins. C’est la cause de l’énorme déficit commercial des États-Unis⁷, déficit qui approchait 800 milliards de dollars en 2006, soit 6 % du PIB⁸. Si cela se passait dans un autre pays, on verrait y débarquer les experts du Fonds monétaire international pour redresser l’économie.

Mais tant que les États-Unis peuvent s’appuyer sur leur statut international de superpuissance, ils peuvent compenser ce déficit par un apport de capitaux étrangers. Pour 2006, on estime cet apport à environ 800 milliards de dollars. *Il suffit d’une crise financière majeure pour que ce fragile équilibre éclate*⁹.

La spéculation financière prend une ampleur croissante dans l’économie mondiale. Toute crise financière peut secouer de fond en comble le système capitaliste entier. La crise boursière qui frappe les États-Unis depuis août 2007 fait des vagues dans le monde entier. Les analystes économiques s’attendent à une situation de plus en plus mauvaise. Personne ne peut plus exclure que l’économie capitaliste mondiale connaisse une grave récession dans un avenir proche¹⁰.

2.2. L’Union européenne : du plomb dans l’ailé

Voilà sept ans que les dirigeants de l’Union adoptaient à Lisbonne l’objectif avancé par les grands industriels européens : devenir pour 2010 l’économie de la connaissance la plus compétitive au monde. Mais l’Union européenne ne parvient pas à combler l’écart avec les États-Unis. Entre-temps, les États-Unis

continuent à augmenter la productivité, à renforcer l'aide aux entreprises, à démanteler encore plus le secteur social¹¹.

L'Union européenne s'est certes élargie à de nouveaux États membres. Cependant, les milieux dirigeants de ces nouveaux adhérents de l'Europe de l'Est sont souvent étroitement liés aux États-Unis. *C'est ainsi que l'élargissement de l'Union européenne a aggravé ses contradictions internes.* Aussi se trouve-t-elle devant le choix : soit renforcer son unité – ce qui n'est possible qu'en trouvant des compromis avec les forces pro-américaines en son sein – soit renforcer la compétition avec Washington, mais au risque d'éclater. C'est la première option qui l'emporte pour l'instant.

L'Union européenne a l'ambition de mettre sur pied une « défense » militaire pour protéger ses propres intérêts. Mais actuellement c'est dans le cadre de l'OTAN¹² (dirigée par les États-Unis) que les troupes européennes opèrent en Afghanistan.

La France et les Pays-Bas furent deux des rares pays à soumettre le projet de « Traité établissant une constitution pour l'Europe » à un référendum¹³. Ce projet de constitution imposait les règles du marché et de la concurrence capitalistes comme seul système économique possible. Un « non » massif l'a provisoirement torpillé. Aujourd'hui, les gouvernements veulent introduire un nouveau projet de traité qu'ils ne comptent plus soumettre au référendum.

Jusqu'à présent, les milieux dirigeants européens réussissent à appliquer leurs directives antisociales. Cependant, ces mesures ne passent pas toujours comme une lettre à la poste. Les luttes n'arrivent pas toujours à enterrer ces directives, mais au moins elles leur mettent des bâtons dans les roues, retardent leur application, en limitent parfois l'ampleur voulue par les grands patrons et les gouvernements¹⁴. Aux Pays-Bas, en Belgique, en Al-

lemagne et ailleurs, les organisations syndicales se sont opposées par des grèves à des projets sur la prolongation de la carrière, le démantèlement des retraites, le blocage des salaires, les mesures contre les chômeurs. Les étudiants et les travailleurs de France ont bloqué le projet de Contrat première embauche (CPE). Les travailleurs des nouveaux États membres, anciennement socialistes, font l'amère expérience de leur adhésion à l'Europe. Ils ont perdu leur sécurité sociale, la gratuité de l'enseignement et des soins médicaux, leur sécurité d'emploi... Des luttes syndicales y apparaissent comme à l'usine Skoda en République tchèque.

Face à l'unité du monde patronal s'impose l'unité du monde du travail. Globalement, l'unification des luttes au niveau européen accuse un retard important. L'attaque contre les pensions ou la sécurité sociale, tout comme la privatisation des services publics et bien d'autres mesures sont décidées centralement, soit par l'Union européenne, soit par les quartiers généraux des grosses entreprises. Mais les organisations syndicales ripostent la plupart du temps encore en ordre dispersé.

Quelques expériences positives montrent la voie à suivre. En janvier 2006, les dockers ont mené une première lutte européenne contre le projet de directive Port Package. Ils ont bloqué cette directive qui avait pour objectif de démanteler leur statut. L'opposition syndicale a conduit à des modifications importantes du projet Bolkestein qui organise la concurrence dans le domaine des services en Europe.

2.3. Le géant nord-américain s'embourbe au Moyen-Orient

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 à New York, le président Bush annonçait sa nouvelle doctrine des « guerres pré-

ventives ». Les États-Unis se réservaient le droit de prévenir par tous les moyens l'émergence de forces qui pourraient menacer leur supériorité ou gêner la réalisation de leur stratégie. L'administration de G. W. Bush inventa des mensonges pour justifier une nouvelle guerre en Irak. Cette guerre, tout comme celle d'Afghanistan, devait avant tout garantir la domination des États-Unis sur les ressources pétrolières. Du même coup, ils contrôleraient l'approvisionnement de leurs concurrents européen, japonais et chinois.

Manifestement, leur supériorité écrasante en armes et en moyens financiers ne garantit pas des victoires faciles aux États-Unis et à l'OTAN. Washington doit aujourd'hui admettre que ses troupes s'embourbent. En Irak, au moins 3 800 soldats éta-suniens ont perdu la vie, plus de 27 000 autres ont été grièvement blessés. L'insurrection ne cesse de gagner en ampleur. Pour contrer une défaite inéluctable, Washington attise les conflits ethniques et religieux¹⁵.

En Afghanistan aussi, les troupes d'occupation de l'OTAN font face à une résistance croissante.

L'agression israélienne de 2006 contre le Liban a échoué. Cette attaque a été effectuée avec le soutien des États-Unis, qui ont toujours considéré Israël comme leur tête de pont dans la région. Elle devait étouffer la résistance nationaliste libanaise et palestinienne et ouvrir la voie à la guerre contre la Syrie et l'Iran. Cet objectif était inscrit de longue date dans la stratégie globale des États-Unis pour la domination du Moyen-Orient. Mais pour la première fois en 60 ans, les troupes israéliennes ont dû rentrer bredouilles. Cette défaite israélo-étasunienne au Liban a affaibli la stratégie nord-américaine de division de la population libanaise sur base religieuse et ethnique. Elle y a renforcé la résistance nationaliste arabe.

La stratégie de domination mondiale prônée par G. W. Bush et l'extrême droite à Washington encaisse donc de sérieux coups. Pour les pays et peuples désireux de prendre en main leur propre avenir, cela signifie que les grandes puissances capitalistes ne sont pas invincibles.

2.4. De nouvelles économies s'affirment dans le Sud

Au moment de la victoire de la révolution nationale et démocratique¹⁶ en 1949, la Chine était un pays extrêmement pauvre, dominé par le colonialisme et le féodalisme. Au début des années 50, la Chine a entamé son passage au socialisme. Elle n'a pas cessé depuis de s'en revendiquer. Le socialisme comme le concevaient Marx et Engels remplacerait inévitablement le système capitaliste une fois que celui-ci aurait atteint un niveau de développement élevé. La Chine des années 50 n'en était nullement là. En 1949, son PIB par habitant n'atteignait qu'un quart de celui de l'Afrique. Le capitalisme n'y existait encore qu'à une échelle extrêmement réduite et était essentiellement présent dans les anciennes concessions coloniales¹⁷. La Chine d'aujourd'hui est toujours un pays en voie de développement. Malgré une région côtière industriellement développée, la majorité de la population reste rurale. La Chine se classe parmi les pays moyennement pauvres¹⁸. Une période de transition s'imposait inévitablement.

À l'heure actuelle, 70 % des 500 entreprises chinoises au chiffre d'affaires le plus élevé sont des entreprises publiques ou contrôlées par l'État. Leurs capitaux représentent 85 % du capital total de ces 500 entreprises. L'État socialiste possède ou contrôle les secteurs économiques d'importance stratégique. Le gouvernement a repris un certain nombre d'autres secteurs

et encourage l'établissement d'entreprises privées, chinoises ou étrangères. Il développe une économie de marché que l'État contrôle à un certain degré.

Ces réformes offrent des possibilités, mais présentent aussi des dangers. Grâce à elles, la Chine a pu augmenter rapidement le niveau de vie de sa population – qui s'élève à plus de 1,3 milliard d'habitants déjà. En même temps, les lois du système de propriété privée des moyens de production (c.-à-d. du capitalisme) et du marché se manifestent aussi. Des inégalités s'accentuent entre riches et pauvres, entre villes et campagnes. Le nombre de capitalistes augmente et peut devenir une force menaçante pour le socialisme. L'histoire dira si les communistes chinois pourront développer de manière correcte et créative le socialisme dans cet immense pays du sud.

Aujourd'hui, la Chine est devenue le troisième exportateur au monde. Au rythme de croissance actuel d'environ 10 % par an, son produit intérieur brut dépassera celui des États-Unis avant la moitié du siècle.

En laissant la Chine entrer dans l'OMC (Organisation mondiale du commerce¹⁹), les États-Unis, l'Europe et le Japon espéraient contrôler son économie. Ils doivent constater l'échec de cette politique.

La Chine a acquis de nouvelles technologies et la capacité de produire elle-même, dans tous les domaines. Grâce à cela, elle a pu sortir des dizaines de millions de paysans de la pauvreté et faire progresser le pays entier. Cela lui permet aussi de développer des relations économiques avec un nombre croissant de pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique qui peuvent ainsi diminuer leur dépendance vis-à-vis des multinationales impérialistes. Souvent la Chine leur fournit une aide non négligeable. Ainsi,

en échange de matières premières, de pétrole surtout, la Chine s'engage dans de nombreux projets de développement en Afrique²⁰. Pour la première fois dans l'histoire moderne, l'Afrique voit la possibilité de se développer de manière indépendante. Les puissances occidentales comptaient renforcer leur mainmise sur le Sud afin d'exploiter à fond ses ressources et ses marchés. Mais voilà qu'elles ne peuvent pas empêcher la Chine de développer des relations commerciales privilégiées avec leurs anciennes « chasses gardées », africaines pour l'Europe, latino-américaines pour les États-Unis.

Les échanges des pays du sud avec l'Inde et le Brésil augmentent également. Beaucoup de travailleurs craignent que ces nouvelles économies menacent leurs emplois. Certains ont en effet perdu leur travail suite à la délocalisation de leur entreprise ou à l'entrée sur nos marchés de produits meilleur marché. Mais dans son ensemble cette crainte n'est pas justifiée. Les réformes et la croissance économiques de la Chine bénéficient à l'ensemble de l'économie mondiale. De nombreuses études démontrent que le développement vigoureux de grands pays du sud suscite une telle demande envers les entreprises de nos pays qu'en fait bien plus d'emplois sont sauvés que perdus. C'est l'augmentation de la productivité (hausse interminable des cadences de travail et de la flexibilité, introduction de technologies sans cesse plus performantes, etc.) qui est de très loin la cause majeure des pertes d'emplois chez nous²¹. En fait, la croissance phénoménale de l'économie chinoise a stimulé la demande de produits occidentaux et par là l'emploi global²².

L'Union soviétique démembrée, la Maison blanche a rêvé de réduire la Russie au rang de pays dépendant²³. Washington a tout fait pour affaiblir la Russie et la déchirer et susciter des

guerres séparatistes en son sein – comme en Tchétchénie. Les États-Unis ont étendu l'OTAN jusqu'aux portes de la Russie et l'ont encerclée de bases militaires. Mais la Russie se redresse²⁴. Son économie profite des immenses richesses naturelles, comme le gaz naturel et le pétrole, et de nombreux minéraux. La grande bourgeoisie, avec à sa tête Poutine, tente – non sans succès – de rendre à la Russie son statut de puissance mondiale.

Différentes nouvelles organisations de collaboration économique, politique et même militaire renforcent cette tendance au développement indépendant. L'Organisation de coopération de Shanghai en est un exemple. Elle regroupe la Chine, la Russie et quatre républiques d'Asie centrale (le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan). Le Pakistan, la Mongolie, l'Iran et l'Inde y ont le statut d'observateurs, les trois premiers ont demandé leur affiliation.

Ces développements favorisent *un monde multipolaire*²⁵. Les États-Unis revendentiquent depuis plus de soixante ans le rôle de puissance dirigeante et se comportent depuis en gendarme du monde. Ils maintiennent cette prétention, mais l'écart entre leurs ambitions et leur capacité réelle à les réaliser ne cesse de grandir. Cela ne peut qu'encourager les pays en voie de développement à prendre en main leur propre sort.

2.5. Un vent nouveau souffle sur l'Amérique latine

Depuis plus d'un siècle, Washington considère l'Amérique latine comme son jardin privé, sa chasse gardée²⁶. Toute tentative de libération était étouffée dans l'œuf. Seule Cuba a pu se défaire de cette emprise. Mais après la révolution de 1959, elle est long-

temps restée une île d'anti-impérialisme et de construction du socialisme, isolée au milieu du continent américain.

En 1998, le bolivarien²⁷ Hugo Chávez gagne les élections présidentielles. Il promet de mettre les revenus du pétrole au service du développement du pays, de sa population et des pays amis. Il tient sa promesse et gagne depuis lors toutes les élections²⁸.

Le 18 décembre 2005, le peuple de Bolivie élit Evo Morales à la présidence. Ce leader paysan a uni les peuples amérindiens et les travailleurs de Bolivie à travers d'innombrables luttes. Il met fin au vol du gaz naturel par les multinationales nord-américaines. Il noue des relations privilégiées avec Cuba et le Venezuela.

Le plan de domination économique globale de l'Amérique latine, l'ALCA (zone de libre-échange des Amériques), imaginé par la Maison Blanche est mis en échec. Le Venezuela et Cuba y répondent par une coopération anti-impérialiste : l'ALBA (alternative bolivarienne pour les Amériques). La Bolivie et le Nicaragua les rejoignent. L'emprise de Washington sur sa chasse gardée se trouve affaiblie et menacée. Ce qui ne l'empêche pas de tout mettre en œuvre pour déstabiliser les gouvernements du Venezuela ou de Bolivie et de conclure des accords bilatéraux de libre-échange avec des pays comme la Colombie ou le Pérou.

Les différents mouvements et courants nationalistes et anti-impérialistes dans le monde se renforcent objectivement. La résistance en Irak et en Afghanistan a contrarié les visées militaires des États-Unis – qui menaçaient aussi bien Cuba, la Corée du Nord, la Syrie et l'Iran, que le Venezuela. Le développement économique de la Chine serait lourdement hypothéqué si elle ne pouvait pas compter sur le pétrole du Nigeria, de l'Iran, du Soudan, du Venezuela... Inversement, le commerce avec la

Chine permet à Cuba, au Venezuela et à de nombreux autres pays du sud de briser les obstacles, voire les blocus, instaurés par Washington.

Ces développements positifs n'empêchent pas le rapport de forces mondial de rester largement à l'avantage des entreprises transnationales et des forces politiques de droite. Ces développements constituent cependant des brèches qui permettent de progresser dans la lutte et d'entrevoir un autre monde, sans oppression ni exploitation.

3. Le socialisme : une réponse globale

Lors de la chute du mur de Berlin, les beaux parleurs de Washington, Berlin et Londres ont promis un avenir de paix. Le débat de société était tranché une fois pour toutes : le mode de production capitaliste était le seul possible, affirmait leur pensée unique assourdissante. Depuis, le monde connaît un recul sur tous les plans essentiels, tant socio-économique (exploitation et misère croissantes), que démocratique (démantèlement des acquis démocratiques), et écologique (destruction de l'environnement pour les générations futures). *En d'autres termes, nous ne pouvons pas abandonner le débat de société aux mains de ceux qui nous apportent le recul social, démocratique et écologique.* La situation d'une partie toujours plus grande de la population mondiale nous oblige à avancer une solution de rechange. Le socialisme est devenu une nécessité pour la survie même de l'humanité.

3.1. Socio-économique : exploitation et appauvrissement croissants

a. En Europe et en Belgique

Sur les vingt dernières années, il n'y pas un seul domaine – que ce soit celui de l'emploi, des conditions de travail, de la santé, de l'éducation, du logement ou des pensions – où on peut parler de progrès social. Que du contraire.

Les gouvernements de l'Union européenne se sont résolument lancés sur la voie de l'américanisation. C'est la signification du sommet européen de Lisbonne en 2000. Pour dépasser l'économie des États-Unis, ils prévoient de démanteler les acquis et les droits des travailleurs pour les faire baisser jusqu'au niveau éta- sunien. Les effets ne pouvaient pas tarder.

Dans l'Union européenne, en 2004, 16 % des habitants vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Dans cette catégorie de pauvres, 8 % des gens ont un emploi²⁹.

Ces quinze dernières années, la part des salaires dans le revenu total³⁰ de la zone euro est passée de 68 % à 65 %. Ces 3 % de différence représentent des milliards d'euros de dividendes et de bénéfices.

Les patrons réalisent des profits d'un niveau sans précédent. Les actionnaires des sociétés belges ont vu leurs dividendes augmenter de 10 % par an les dix dernières années. Mais cette croissance des bénéfices n'est pas la conséquence de la conquête de nouveaux marchés, au contraire. La croissance des richesses des capitalistes est essentiellement la conséquence :

- de l'intensification du travail (augmentation de la productivité),
- du recours à la sous-traitance (y compris de l'étranger),

- du recours au travail précaire (intérim, contrats temporaires),
- de la baisse des salaires réels (particulièrement de la partie indirecte, payée à la sécurité sociale),
- des délocalisations vers des pays aux salaires plus bas,
- de la baisse des prix de certaines matières premières.

Tous les pays européens courrent derrière les objectifs de Lisbonne. En Belgique, le pacte des générations³¹ a réformé de fond en comble la prépension et oblige dorénavant à rester disponible sur le marché de l'emploi jusqu'à 58 ans. À partir de 2008, les prépensions ne pourront plus être accordées avant 60 ans. L'objectif est de prolonger la carrière de cinq ans. Alors qu'il y a plus de 100 000 jeunes au chômage.

Mais déjà le prochain train d'attaques s'annonce. Sous le vocable de « flexicurité³² », l'Union européenne veut imposer une réforme du droit social pour rendre le contrat d'emploi encore plus flexible. L'objectif est de revoir les protections contre le licenciement, de renforcer le contrôle des chômeurs, de généraliser encore plus les contrats sous-payés et d'introduire beaucoup plus de flexibilité dans les conventions salariales et les horaires de travail.

En même temps, l'Union européenne continue à pousser l'ensemble des pays à privatiser et libéraliser au maximum les secteurs qui étaient jadis le monopole de l'État (chemins de fer, poste, transports...)³³. L'Union européenne a poussé à libéraliser le secteur des services et s'apprête déjà à faire de même pour les secteurs sociaux. Cela revient à créer de nouveaux marchés pour les monopoles privés, mais aux dépens de l'emploi, des conditions de travail et des services rendus à la population.

b. Dans le monde

Le bilan de la mondialisation depuis le renversement du socialisme en URSS est désastreux³⁴.

54 pays sont aujourd’hui plus pauvres qu’en 1990. Sur ces 54 pays, 17 se trouvent en Europe de l’Est et dans la Communauté des États indépendants (CEI)³⁵. Entre-temps, les revenus des 500 personnes les plus riches au monde dépassent ceux des 416 millions les plus pauvres...

Dans 34 pays, l’espérance de vie diminue. L’espérance de vie au sud du Sahara est même aujourd’hui plus basse qu’il y a trente ans. Dans 21 pays, une proportion plus importante de la population souffre de la faim alors que les moyens existent pour nourrir décemment bien plus que la population mondiale actuelle. Dans 14 pays, les enfants sont plus nombreux aujourd’hui à mourir avant l’âge de cinq ans, alors que les progrès de la médecine permettraient de sauver l’immense majorité d’entre eux.

Dans 12 pays, les inscriptions dans l’enseignement primaire reculent. L’analphabetisme augmente alors que les techniques d’enseignement les plus modernes existent.

3.2. Démocratie : démantèlement des acquis démocratiques

Dans l’euphorie de la chute du mur de Berlin, on a proclamé aussi « la fin des idéologies ». Il ne fallait plus de débat de société, le capitalisme avait triomphé. Au fur et à mesure que cette euphorie retombe, et à mesure que les contradictions s’aggravent, on prend des mesures de plus en plus répressives pour museler toute alternative de société. Des acquis démocratiques comme les droits syndicaux, le droit d’association et le droit à la liberté

d'expression – acquis par près de cent ans de lutte ouvrière – sont continuellement remis en cause.

En Belgique – comme dans le reste de l'Union européenne d'ailleurs – le gouvernement et le patronat s'en prennent toujours plus aux droits syndicaux. Ils répondent à la grève par les réquisitions, au piquet de grève par des astreintes financières. Des militants syndicaux sont licenciés et si un tribunal déclare leur licenciement illégal, les patrons peuvent se permettre de n'en tenir aucun compte. Comme en France, le gouvernement veut vider le droit de grève de sa substance par l'instauration d'un service minimum obligatoire.

Alors que la liberté de marché permet aux multinationales de s'implanter où elles le veulent, les gouvernements propagent le nationalisme pour diviser les peuples et faire passer plus facilement leurs politiques antisociales. L'Union européenne a développé le concept de l'Europe des régions. Dans notre pays, les partis traditionnels jouent à fond la carte du nationalisme pour démolir la sécurité sociale, le droit du travail et les salaires. Il leur sert à diviser et à affaiblir le mouvement syndical et à réduire de manière radicale les droits démocratiques³⁶. D'autre part, les mesures transformant l'Union européenne en forteresse renforcent le racisme propagé par l'extrême droite.

L'Union européenne a adopté une liste d'organisations pré-tendument « terroristes » dans laquelle figurent un certain nombre de mouvements de libération et certaines organisations communistes. Les différents États membres ont édicté des lois « antiterroristes » qui permettent entre autres de poursuivre des gens uniquement parce qu'ils appartiennent à une telle organisation. Des militants turcs et belges ont ainsi été

condamnés en Belgique, alors qu'ils n'y ont pas commis le moindre délit.

Des forces de droite poussent à la fascisation sous couvert de « lutte contre les crimes du communisme et de la lutte de classe » ou de « lutte contre le terrorisme ». Dans certains pays est-européens membres de l'Union, elles remettent le passé fasciste à l'honneur, menacent les organisations syndicales militantes et interdisent les communistes. C'est le cas en République tchèque où le gouvernement a interdit la Jeunesse communiste tchèque (KSM), car elle prône la propriété collective des moyens de production et s'oppose à la privatisation des entreprises encore publiques.

Grâce à une mobilisation de forces communistes et démocratiques, un projet de résolution anticomuniste n'a pas pu passer le cap de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en janvier 2006. Des victoires modestes ont été obtenues en Belgique et ailleurs.

Les revers militaires des grandes puissances ne signifient pas qu'elles s'y résignent. Les contradictions entre pays de l'Union européenne ne les empêchent pas de s'armer plus et mieux afin de défendre leurs intérêts dans le monde.

Jamais la superpuissance nord-américaine n'abandonnera son ambition de dominer le monde, quels que soient les moyens à utiliser. Les travaux préparatoires de mise en production des armes nucléaires miniatures aux États-Unis indiquent qu'ils s'orientent vers une terreur encore plus destructrice.

Les États-Unis continuent en Irak leur guerre qui a entraîné la mort d'au moins 655 000 civils irakiens entre mars 2003 et juillet 2006. Le gouvernement Bush sait qu'il est en train de perdre la guerre, mais la nécessité de contrôler la région et le pétrole l'empêche d'y mettre fin.

3.3. Écologie : destruction du cadre de vie des générations futures

Le réchauffement de la planète mènera au cours du siècle qui commence à une augmentation de la température moyenne à la surface de la Terre ainsi qu'à des températures extrêmes. Il provoque une diminution de la couverture neigeuse et des étendues glaciaires, comme en témoigne la fonte rapide des glaciers et des pôles. Les réserves d'eau potable diminuent. L'augmentation du niveau de la mer et des pluies augmente le nombre et l'ampleur des inondations. Le nombre de cyclones se multiplie, ils deviennent plus destructeurs, ils s'abattent sur plus de régions. Tout cela entraîne la destruction des récoltes, la mort de milliers de gens et des centaines de milliers de « réfugiés climatiques ».

Le climat a toujours varié et continuera à varier. Mais les variations extrêmes et l'accélération des changements des dernières décennies sont principalement dues aux interventions humaines. Elles ne laissent que peu de temps d'adaptation aux sociétés humaines et à la nature.

L'environnement se trouve menacé aussi par la déforestation, la pollution de l'eau et des sols, la contamination par les déchets et pollutions chimiques, biologiques ou nucléaires...

La moitié des pollutions est causée par l'industrie et par les producteurs d'énergie. Ces derniers ont intérêt à stimuler la consommation d'énergie ou à augmenter le prix de celle-ci, même au détriment de l'ensemble de la population. Les entreprises industrielles considèrent souvent les mesures d'économie d'énergie comme nuisibles à leur profit et ne les envisagent que dans la mesure où elles peuvent amener un avantage concurrentiel. Pour augmenter les bénéfices, ces entreprises produisent souvent

dans les pays à bas salaires et transportent les marchandises sur des milliers de kilomètres vers le consommateur, multipliant la pollution par camion ou avion. Elles réduisent leurs stocks et appliquent le système du flux tendu dit aussi *just in time* (juste à temps). Les stocks sont alors en circulation dans les camions et les avions. Tout cela fait partie de la logique du système, dominé par la recherche du profit.

Les États capitalistes et leurs gouvernements protègent bien sûr cette logique. Ils considèrent les questions environnementales surtout comme un prétexte pour imposer de nouvelles charges aux travailleurs. Ou bien, ils tentent de reporter les problèmes sur les pays du sud : soit ils achètent aux pays pauvres peu industrialisés (Afrique) le droit de continuer à polluer, soit ils exigent que d'abord la Chine, l'Inde et d'autres pays nouvellement industrialisés limitent la pollution, dans le but évident de retarder leur développement.

Il n'y a d'autre issue que la mobilisation des travailleurs, des organisations syndicales et populaires afin d'exiger les mesures qui s'imposent d'urgence comme par exemple :

- La généralisation des meilleures techniques disponibles dans l'industrie pour limiter le plus possible le rejet de gaz à effet de serre.
- Des investissements massifs dans le secteur public (train, réseau express régional, métro, bus).
- Des lois imposant que le transport des marchandises sur longues distances se fasse par rail ou bateau.
- Un plan pour favoriser le passage à des sources renouvelables d'énergie.

Mais il est impossible de résoudre définitivement le problème de la destruction de l'environnement en général et du réchauffe-

ment du climat en particulier dans une société où les décisions en matière de production et d'infrastructure sont prises par des entreprises privées en fonction de leurs seuls intérêts. Un problème d'une telle envergure ne peut être résolu que dans une société où les États, de manière concertée, se chargent de la planification économique à long terme. Une telle planification sera déterminée par les intérêts du peuple et pas ceux de groupes financiers et tiendra pleinement compte des lois de l'écologie.

3.4. Le socialisme est devenu une nécessité

Les grandes entreprises multinationales ont atteint une taille telle qu'elles dirigent ou contrôlent une production équivalente à celle de plusieurs pays. Un nombre gigantesque et croissant de travailleurs dans le monde est sous leur coupe. Des produits sont fabriqués en Europe, en Asie ou en Amérique du Nord à partir de matières premières provenant de l'Afrique ou du Moyen-Orient, pour ensuite être transformés en Asie, en Europe et en Amérique.

Jamais autant de travailleurs du monde entier n'ont participé en commun à la création de richesses, jamais la production n'a été aussi socialisée.

Mais jamais non plus la propriété des grandes entreprises n'a été concentrée dans si peu de mains.

Cependant, au lieu de servir les intérêts de la majorité de la population, ces grandes entreprises accaparent la majeure partie des bénéfices et les transmettent à leurs grands actionnaires.

Cette contradiction fondamentale est à la base de toutes les contradictions sociales. Ainsi, l'évolution des technologies permettrait d'alléger le travail, d'abaisser les cadences et donc de

procurer un emploi à bien plus de gens. Mais c'est le contraire qui se fait. Ceux qui ont du travail triment au détriment de leur santé alors que les gens au chômage ont toujours plus de difficultés à vivre décentement. Notre société produit plus de richesses que jamais, et pourtant le nombre de pauvres augmente, les soins de santé deviennent hors de prix pour beaucoup.

La socialisation de la production à l'échelle mondiale entraîne en même temps la mondialisation de l'anarchie dans la production. Partout dans le monde règne l'incertitude de l'emploi. Une répartition rationnelle du travail s'impose, afin de garantir à tous les travailleurs un emploi et un revenu sûrs, afin de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population. Une telle planification globale est impossible dans une société dominée par les multinationales.

Dans la recherche du profit le plus élevé possible, les États-Unis, l'Union européenne et le Japon soutiennent leurs entreprises transnationales.

Les firmes pharmaceutiques et les autres multinationales occidentales et japonaises, soutenues par leurs gouvernements, s'attribuent le droit de protéger par des brevets des médicaments capables de guérir des dizaines de maladies. Cela leur permet de faire payer très cher des médicaments indispensables à la survie d'une partie importante de la population.

Comment, dans ces conditions, peut-on imaginer un échange sur pied d'égalité entre les pays du nord et du sud de la planète ?

Comment peut-on imaginer régler les problèmes environnementaux et climatiques dans un système qui fonctionne essentiellement sur base du profit et de la compétition acharnée ?

C'est donc le pouvoir des transnationales et de leurs grands actionnaires (propriétaires) qui doit être mis en question.

4. Le PTB aujourd’hui : ferme sur les principes et souple en même temps

L'évolution de la société nous place devant une double tâche. Le PTB nouveau veut, dans la période à venir, être à la fois un parti de principes et un parti souple. Dans un monde de changements rapides, nous avons besoin d'une colonne vertébrale solide. Notre analyse marxiste et notre engagement pour le socialisme déterminent l'identité de notre parti. C'est l'objet du chapitre 2. En même temps, nous avons besoin de souplesse et d'ouverture pour coller à la réalité des gens, pour les conscientiser, les mobiliser et les organiser (c'est le chapitre 3) et transformer le parti en parti de travailleurs (chapitre 4).